

N° DP 24/1070

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE CONSENTIE A LA SA NAVAL GROUP RELATIVE A L'ESPACE FORUM DU TECHNOPOLE DE LA MER - COMMUNE D'OLLIOULES

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la demande de la société Naval Group en date du 4 juillet 2024,

VU la convention d'occupation temporaire, ci-annexée,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est propriétaire de la parcelle cadastrée section BH n°156 d'une contenance de 2 328 m² située sur la commune d'Ollioules (83190), Forum de la Méditerranée, Technopole de la Mer,

CONSIDERANT que la Société Naval Group dispose d'un restaurant d'entreprise sur le Forum de la Méditerranée et a besoin d'accroître l'espace d'accueil de ses salariés suite à l'augmentation de ses effectifs,

CONSIDERANT qu'en date du 4 juillet 2024, la Société Naval Group a sollicité la Métropole afin de pouvoir être autorisée à occuper un espace de 75 m² sur la parcelle cadastrée section BH n°156 en vue d'y installer des tables et des chaises,

CONSIDERANT que dans la mesure où cet espace dépend géographiquement du restaurant de la société et constitue donc une caractéristique particulière de la dépendance du domaine public, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut déroger à l'obligation de publicité et de mise en concurrence, conformément à l'article L 2122-1-3 du Code Général de la Propriété des Personnes publiques,

CONSIDERANT qu'en conséquence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée accepte d'octroyer à la Société Naval Group une convention d'occupation temporaire pour une durée d'un an, moyennant une redevance de huit cent vingt-cinq euros TTC (825 € TTC),

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention d'occupation temporaire consentie à la Société Naval Group pour une durée d'un an moyennant une redevance de huit cent vingt-cinq euros TTC (825 € TTC) afin de lui permettre d'occuper un espace de 75 m² sur la parcelle cadastrée section BH n°156 en vue d'y installer des tables et des chaises.

ARTICLE 2

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'opération n° 11005 article n° 752 Budget annexe espace d'activités entrepreneuriales, innovantes et universitaires.

La présente Décision sera

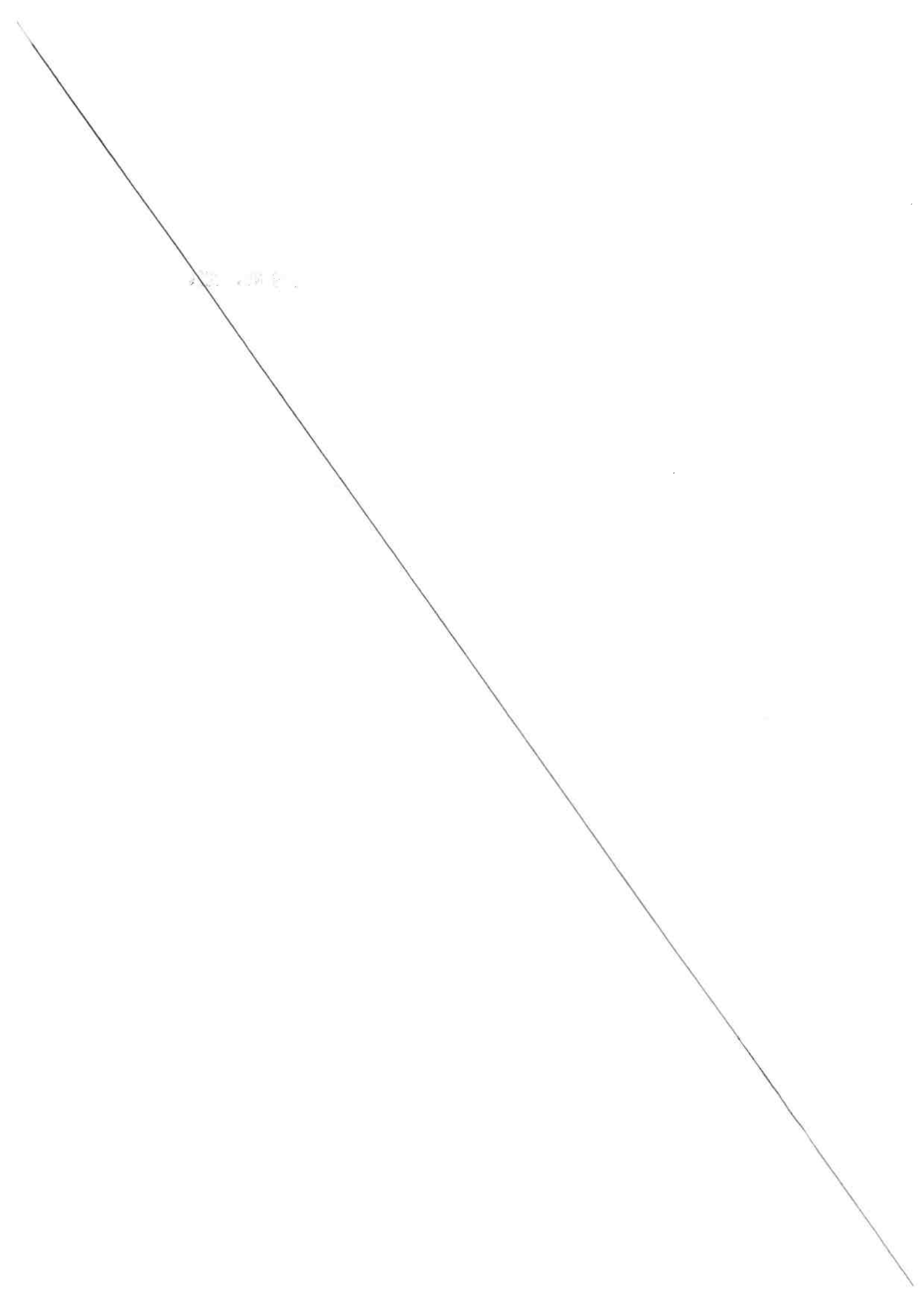
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **29 NOV. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
CONSENTIE A LA SA NAVAL GROUP
RELATIVE A L'ESPACE FORUM
DU TECHNOPOLE DE LA MER
COMMUNE D'OLLIOULES**

Entre les soussignés :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, établissement public de coopération intercommunale dont le siège est à TOULON (83000) 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n° DP

Ci-après dénommée « le Propriétaire » ou « la Métropole Toulon Provence Méditerranée », ou « la Métropole TPM »

D'une part

ET

La société anonyme NAVAL GROUP dont le siège social est situé 40-42, rue du Docteur Finlay, 75732 Paris Cedex 15, immatriculée sous le numéro SIREN 441 133 808, représentée par son Directeur de l'Immobilier, Madame Diane de SARNEZ, dûment habilitée à la présente.

Ci-après dénommée « le Bénéficiaire »,

D'autre part

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée est propriétaire de la parcelle cadastrée section BH n° 156 d'une contenance de 2328 m² située sur la commune de Ollioules (83190), Forum de la Méditerranée, Technopole de la Mer.

La Société Naval Group dispose d'un restaurant d'entreprise sur le Forum de la Méditerranée et a besoin d'accroître l'espace d'accueil de ses salariés suite à l'augmentation de ses effectifs.

En date du 04 juillet 2024, la Société Naval Group a donc sollicité la Métropole afin de pouvoir être autorisée à occuper un espace de 75 m² sur la parcelle cadastrée section BH n° 156 en vue d'y installer des tables et des chaises.

Dans la mesure où cet espace dépend géographiquement du restaurant de la société et constitue donc une caractéristique particulière de la dépendance du domaine public, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut déroger à l'obligation de publicité et de mise en concurrence, conformément à l'article L 2122-1-3 du Code Général de la Propriété des Personnes publiques.

En conséquence, la Métropole Toulon Méditerranée accepte d'octroyer à la Société Naval Group une convention d'occupation temporaire dans les conditions fixées ci-après.

Il est donc convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention :

Le bénéficiaire est autorisé à occuper 75 m² de la parcelle cadastrée section BH n° 156 d'une contenance de 2328 m² située sur la commune de Ollioules (83190), Forum de la Méditerranée, Technopole de la Mer en vue d'y installer 4 tables offrant 78 places assises au droit de son restaurant d'entreprise, conformément au plan figurant en annexe (hachuré vert et noir).

La présente convention d'occupation est accordée à titre strictement personnel.

Le bénéficiaire ne pourra, sous une forme quelconque, transférer, affermer, sous louer, ou autoriser l'occupation même à titre gratuit et temporaire du terrain mis à disposition à une personne morale de droit public et privé, ou à une personne physique. Toute infraction à cette disposition entraînera la résiliation immédiate de la convention sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception du Propriétaire, sans aucune formalité judiciaire et sans indemnité.

Article 2 – Durée de la convention :

La convention temporaire prend effet à compter du 1^{er} janvier 2025 pour une durée d'un an.

Toute demande de renouvellement de la convention devra être formulée, trois mois au moins avant la date d'expiration, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception à Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée – 107, bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex.

Article 3 – Conditions financières :

L'occupation est consentie moyennant le paiement d'une redevance de 11 € TTC / m² / an (onze euros TTC / m² / an) soit 825 € TTC (huit cent vingt-cinq Euros TTC) par an.

Le bénéficiaire devra seul supporter la taxe d'enlèvement des ordures ménagères à laquelle sont actuellement assujettis terrains, aménagements ou installations quelles qu'en soient la nature ou l'importance et qui seraient exploités en vertu de la présente convention.

Le bénéficiaire pourra être assujetti du fait de l'utilisation de l'espace occupé au paiement de l'impôt foncier, au prorata de la superficie occupée si les taxes sont globalisées et demandées à la Métropole TPM.

Le bénéficiaire fera son affaire personnelle de tous contrats, abonnements pour les services en eau, énergie, télécommunication et autres afférents à ce bien.

Article 4 – Conditions d'occupation :

Le bénéficiaire prendra les lieux dans l'état où ils se trouvent au jour de l'entrée dans les lieux sans recours contre le Propriétaire pour quelque cause que ce soit et devra occuper lesdits lieux paisiblement, et prendre les mesures nécessaires pour éviter tout trouble à l'ordre public.

La présente convention est uniquement domaniale et ne dispense en aucun cas le bénéficiaire d'obtenir les autres autorisations administratives, lorsqu'elles sont nécessaires, notamment au titre de l'urbanisme, de l'environnement, de la réglementation sur les débits de boissons, etc.

Le bénéficiaire est tenu de s'assurer de la mise à jour de tous les certificats et autorisations techniques liés à la présente convention. Ces documents devront être présentés à toute réquisition de l'autorité administrative.

Il sera tenu pour responsable de tout désordre qui pourrait survenir de la part des personnes fréquentant les lieux et ne pourra en aucun cas rechercher la responsabilité du Propriétaire.

Le bénéficiaire se conformera strictement aux lois et règlements :

- d'ordre général, mesures de police générale ou spéciale,
- aux lois relatives à l'hygiène, aux établissements recevant du public et à la sécurité du travail et des installations.
- relatifs à la sécurité du travail et fixant les conditions d'exercice de son activité.

Il s'engage :

- à occuper les lieux conformément aux lois et règlements relatifs à son activité,
- à ne procéder à aucune extension sous peine de poursuite pour occupation sans titre du domaine public,
- à laisser un passage minimal d'1,40 mètre pour la circulation des piétons sur le trottoir dans le respect de la réglementation relative à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite,
- à ne pas empiéter sur la voie dédiée aux services d'urgence,
- à se conformer à toutes les prescriptions générales et particulières données par les agents de Toulon Provence Méditerranée.

Le Propriétaire ne prenant aucun engagement pour la surveillance des locaux, ne sera pas responsable de vols, cambriolage ou actes délictueux.

Le bénéficiaire veillera à maintenir en parfait état de propreté les installations mises à sa disposition. Il en assurera le nettoyage par ses propres moyens, et régulièrement, afin que la voie publique à proximité ne soit pas souillée.

Article 5 – Travaux :

Le bénéficiaire ne peut ni procéder à des constructions, installations ou aménagements à caractère immobilier, autres que ceux mentionnés à l'article 1, ni modifier, ni transformer les lieux attribués, sans le consentement préalable et écrit de la Métropole, sans préjudice des autres autorisations éventuellement nécessaires.

La fourniture, la mise en place et le démontage du matériel sont à la charge du bénéficiaire qui en aura également l'entretien et en assurera la responsabilité. Il s'oblige à faire procéder à ses frais à tous les contrôles et vérifications, notamment en matière de sécurité des installations, de telle manière que leur utilisation soit compatible avec leur destination définie précédemment.

Pour toute installation de structure destinée à la réception du public, une attestation de bon montage et de conformité devra être établie par un organisme agréé.

Dans le cas où des travaux sont décidés, soit dans l'intérêt de l'exploitation de la voirie, soit pour parfaire son aménagement, soit pour tout autre motif d'intérêt général, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se réserve le droit de les faire exécuter où besoin est.

Dans ces éventualités, le bénéficiaire ne peut s'opposer à l'exécution des travaux, ni prétendre à aucune indemnité ni réduction des redevances pour pertes, dommages, troubles de la jouissance, préjudices commerciaux.

Article 6 – Responsabilité du bénéficiaire :

Le bénéficiaire :

- est responsable civilement et pénalement de tous les contentieux résultant de ses agissements. A ce titre, il est tenu de s'assurer au titre de la Responsabilité Civile du propriétaire pour toutes les conséquences pouvant résulter de ses activités,
- déclare être à jour de ses inscriptions au registre du commerce et de toutes ses déclarations d'employeur,
- est responsable de la totalité des équipements, constructions et occupations diverses installés dans l'emprise du domaine mis à sa disposition. Il est tenu de respecter toutes les réglementations relatives à ces installations.
- déclare expressément renoncer à tout recours de quelque nature que ce soit envers la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Article 7 – Assurances :

Le bénéficiaire fournira dès son entrée dans les lieux, une attestation d'assurance responsabilité civile précisant les risques garantis.

Les polices d'assurance souscrites par le bénéficiaire devront obligatoirement comporter une clause de renonciation à tous recours contre la Métropole Toulon Provence Méditerranée aussi bien de la part du bénéficiaire que de celle de ses assureurs et engagement de garantir tous recours susceptibles d'être formés contre la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

7-1 : Polices d'assurances :

Le bénéficiaire devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques locatifs, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.

Le bénéficiaire est tenu d'assurer lui-même directement tous agencements de matériels et objets mobiliers pouvant lui appartenir, de même que tous objets y compris les mobiliers

appartenant à ses agents ou à des tiers et se trouvant ou pouvant se trouver dans les espaces mis à sa disposition.

Pour tout projet autorisé de modification ou aménagement des lieux, objets de la présente convention, le bénéficiaire devra souscrire ou faire souscrire par les entrepreneurs agissant pour son compte, des assurances couvrant leur responsabilité contre les accidents et dommages de toute nature survenant du fait ou à l'occasion des travaux et garantissant le Propriétaire contre tous recours (vibrations, effondrement, détérioration...).

7-2 : Sinistre :

En cas de sinistre, le bénéficiaire aura l'obligation d'entreprendre sous trois mois après sinistre, réparation des dommages ou reconstitution du bien et d'y affecter toutes les sommes reçues en vertu des polices d'assurance contractées. Passé ce délai, ou si après avoir entrepris les travaux, le bénéficiaire ne les poursuit pas avec diligence, la Métropole sera fondée à prononcer la résiliation de la présente convention.

7-3 : Indemnisation :

Sauf manquement à ses obligations contractuelles ou dommage qui lui serait imputable, la Métropole ne pourra en aucun cas être inquiétée au sujet d'un accident ou d'un dommage quelconque survenu au cours de l'occupation accordée par la présente convention.

Le bénéficiaire, en outre, ne pourra prétendre à aucune indemnisation en raison de l'état des dépendances et installations, des troubles et interruptions qu'apporterait éventuellement à son occupation la réalisation de travaux effectués sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole TPM sur les locaux, bâtiments ou terrains à proximité.

Le bénéficiaire, sauf travaux d'urgence, en sera toutefois informé par courrier un mois au moins avant le commencement des travaux. Ce courrier précisera la nature de ces travaux, la date de réalisation, la durée prévisible, les contraintes et restrictions susceptibles (arrêt temporaire d'exploitation, modification des accès, précautions particulières, consignes de sécurité...).

Article 8 – Résiliation de la convention :

La présente convention d'occupation sera résiliée de plein droit, après une mise en demeure adressée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée sans effet pendant une durée de 30 jours, en cas de non-respect par le bénéficiaire de l'une des conditions essentielles stipulées aux présentes.

Elle pourra être résiliée également par le Propriétaire et le bénéficiaire, à tout moment, avant l'échéance, en respectant un préavis de 3 mois.

La cessation de l'activité autorisée sur l'emprise de la présente convention implique obligatoirement le rétablissement, sous 30 jours, des lieux en leur état initial par les soins et aux frais du bénéficiaire (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage). Le bénéficiaire reste propriétaire de l'ensemble des améliorations et installations qui ne sont pas attachées à perpétuelle demeure.

A défaut d'exécution, la Métropole est habilitée à se substituer à lui, à ses frais, risques et périls sans qu'il puisse prétendre à une indemnité.

Article 9 – Élection de domicile :

Pour l'exécution de la présente convention les parties font élection de domicile aux adresses indiquées en tête des présentes et s'engagent à informer l'autre partie de tout changement d'adresse.

Article 10 – Recours :

La présente convention peut faire l'objet soit d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 11 – Informatique et Libertés :

Les informations recueillies par le mandataire dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique nécessaire à l'exécution des missions confiées à la Métropole par la présente convention. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les parties bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui les concernent. Pour exercer ces droits, les parties peuvent s'adresser à la Métropole, aux coordonnées précitées.

Fait à Toulon, le

Le Directeur Immobilier de
La SA Naval Group

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Diane de SARNEZ

Jean Pierre GIRAN

